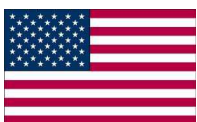




**Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages
(ICCWC)**

PREMIERE REUNION MONDIALE DES RESEAUX DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE LIEE AUX ESPECES SAUVAGES

RAPPORT DE LA REUNION





Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCCW)

Contexte

La première réunion mondiale des réseaux de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages a été organisée en marge de la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES) et s'est tenue au Centre national de conventions Queen Sirikit à Bangkok (Thaïlande), le 5 mars 2013. La réunion visait à permettre aux réseaux de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages existants ou qu'il est proposé de créer de partager leurs expériences et d'examiner les moyens de renforcer la coopération et la coordination entre les réseaux.

La réunion, la première en son genre, a été organisée par le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCCW), une action menée conjointement par le Secrétariat CITES, INTERPOL, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale des douanes (OMD) pour renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts. Le Département d'État des États-Unis a eu la générosité de fournir les fonds nécessaires à l'organisation de la réunion.

Participants

La réunion a rassemblé les représentants de tous les réseaux existants, y compris les réseaux récemment établis ou dont la création est en cours d'examen ou envisagée.

Les représentants des réseaux ci-après ont participé à la réunion :

- Le Réseau de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-WEN).
- La Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) au nom du futur réseau centrafricain de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages.
- Le WEN d'Amérique centrale (Red de Observancia y Aplicación de la Normativa Silvestre para Centroamérica y República Dominicana (ROAVIS)).
- Le Groupe national chinois CITES de coordination inter-agences de lutte contre la fraude.
- Le Groupe de travail sur la lutte contre la fraude de la Commission européenne.
- Le WEN de la Corne de l'Afrique (HA-WEN).
- L'équipe spéciale de l'Accord de Lusaka (LATF).
- Le Groupe nord-américain de lutte contre la fraude (NAWEG).
- Le WEN d'Amérique du Sud.
- Le WEN d'Asie du Sud (SA-WEN).

Des représentants d'Asie centrale, d'Asie occidentale et du Pacifique ont été invités à examiner plus avant la possibilité ou la nécessité de créer des réseaux dans leur région.





Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC)

Les pays et les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales intéressés étaient également invités à participer à la réunion. Au total, ont pris part à la réunion 131 participants. La liste complète des participants figure en annexe 1.

Ouverture de la réunion

Des discours d'ouverture ont été prononcés par M. Barend Janse van Rensburg, Responsable de l'appui à la lutte contre la fraude du Secrétariat CITES, au nom de l'ICCWC, ainsi que par Mme Judith Garber, Ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique. La réunion a été ouverte par M. Theerapat Prayurasiddhi, Directeur général adjoint du Département thaïlandais des parcs nationaux, des espèces sauvages et de la conservation des plantes.

Séance plénière 1 : Succès, défis et enseignements tirés : l'expérience des réseaux

Au cours de cette séance, tous les réseaux existants ont eu l'occasion de partager leurs accomplissements majeurs, les difficultés rencontrées, ainsi que les enseignements tirés.

Des exposés ont été présentés par le WEN de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-WEN), la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), le WEN d'Amérique centrale (ROAVIS), le Groupe national chinois CITES de coordination inter-agences de lutte contre la fraude (NICECG), le WEN de la Corne de l'Afrique (HAWEN), l'équipe spéciale de l'Accord de Lusaka (LATF), le Groupe nord-américain de lutte contre la fraude (NAWEG), le WEN d'Amérique du Sud et le WEN d'Asie du Sud (SA-WEN). Une période de questions et observations a suivi la présentation des exposés.

Les exposés ont souligné l'importance du rôle joué par les réseaux régionaux dans la lutte contre le trafic illicite d'espèces sauvages. Ces réseaux encouragent en effet la coopération bilatérale et régionale, ainsi que l'échange des expériences et de l'information entre les pays.

Les représentants des réseaux ont également recensé un certain nombre de failles importantes, notamment une coopération inter-agences insuffisante aux niveaux national et international; l'insuffisance des ressources humaines et financières au niveau national pour contrecarrer de façon efficace le trafic illicite d'espèces sauvages; les difficultés de communication dues aux barrières linguistiques et à d'autres obstacles; la difficulté (et parfois la réticence) que montrent les pays à partager les données du renseignement en temps réel; le manque de mesures encourageant des poursuites plus fréquentes; l'emploi insuffisant des techniques d'enquête spécialisées telles que les livraisons surveillées; et le manque de laboratoires médico-légaux.

Les représentants des réseaux ont indiqué qu'il était nécessaire de dispenser aux réseaux une formation spécialisée (notamment en matière de livraisons contrôlées) et de leur fournir une assistance technique (formation dans le domaine de l'ADN/criminalistique et de la collecte des échantillons, et développement des installations existantes), aux niveaux national et international; de soutenir plus fermement la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et de sensibiliser les hauts fonctionnaires au problème du trafic illicite d'espèces sauvages;





Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC)

d'améliorer les normes en matière de lutte contre la fraude; de mettre en place des moyens de communication et d'échange de l'information directs, rapides et sûrs; de renforcer les législations nationales pour prévoir des peines plus lourdes et faciliter l'emploi des techniques d'enquête spécialisées telles que les législations en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et de confiscation des biens, et; de promouvoir les stratégies destinées à réduire la demande et les campagnes visant à diminuer la consommation de produits illicites issus d'espèces sauvages.

Les participants ont invité les réseaux à encourager les autorités nationales à utiliser des chiens renifleurs, à conduire des opérations sous couverture, ainsi qu'à coopérer entre elles pour renforcer leurs réseaux respectifs et à collaborer plus étroitement avec les autres réseaux et régions.

Séance plénière 2 : Appui aux réseaux

Au cours de cette séance, des exemples d'outils et de ressources susceptibles d'apporter un appui aux différentes structures régionales ont été présentés. Les enseignements tirés et des propositions visant à améliorer la coordination et la coopération entre les réseaux aux niveaux national, sous-régional et régional ont également été examinés.

Cette séance a comporté des présentations sur l'ICCWC, les bureaux régionaux d'INTERPOL, le réseau mondial des bureaux régionaux de liaison chargés du renseignement (RILO) de l'OMD, le Conseil consultatif international pour l'avancement de la justice, de la gouvernance et du droit pour la durabilité environnementale du Programme des Nations Unies pour l'environnement et les programmes de lutte contre le blanchiment des capitaux de la Banque mondiale.

L'ICCWC ainsi que les outils que les pays peuvent utiliser par son intermédiaire, tels que l'Outil d'analyse de la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts, ont été présentés aux participants. L'ICCWC, a-t-on souligné, est une initiative conjointe entreprise par cinq organisations intergouvernementales en vue d'apporter un soutien coordonné aux organismes nationaux responsables de la lutte contre la fraude, ainsi qu'aux réseaux sous-régionaux et régionaux voués à la défense des ressources naturelles. Unis sous la bannière de l'ICCWC, le Secrétariat CITES, INTERPOL, l'UNODC, la Banque mondiale et l'OMD détiennent des compétences techniques et programmatiques dans des domaines thématiques pertinents. Cette expertise unique offre l'opportunité d'adopter une approche nouvelle pour relever les défis aux facettes multiples posés par la criminalité en matière d'espèces sauvages.

Les exposés ont mis l'accent sur les mécanismes et les organes existants et disponibles, permettant de renforcer la capacité des réseaux en matière de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, comme les bureaux régionaux de liaison chargés du renseignement et les bureaux régionaux d'INTERPOL. Ils ont également souligné les besoins recensés par les WEN au cours de la première séance, notamment la nécessité d'améliorer la coordination et l'échange de l'information en toute sécurité, en particulier dans les cas d'échange d'informations et de renseignements sensibles. Les intervenants ont également présenté des informations sur





Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC)

l'assistance technique et les outils disponibles permettant de dépister, geler et confisquer les produits du commerce illicite d'espèces sauvages, et ont encouragé l'emploi de ces techniques à l'encontre des trafiquants. Il a été souligné que les efforts au niveau international devraient porter sur tous les maillons de la « chaîne de la lutte contre la fraude » et que les pays d'origine, de transit et de destination devraient travailler en étroite coopération. Pour être efficaces, les initiatives visant à mettre fin à la criminalité liée aux espèces sauvages ne peuvent se contenter de déboucher sur des saisies; pour endiguer la contrebande, il faut intensifier les poursuites et les condamnations et infliger des peines plus lourdes.

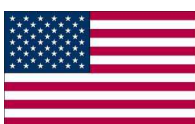
Les représentants des organisations non gouvernementales (ONG) ont été invités à partager leur expérience, présenter les enseignements tirés et suggérer les mesures qui, de leur point de vue, permettraient d'aller de l'avant. Les exposés, présentés par TRAFFIC et la Fondation Freeland, ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération internationale et l'engagement politique au plus haut niveau, ainsi que sur un certain nombre de points de première importance, tels que la création d'une plateforme d'échange d'informations, le renforcement des capacités, un appui technique et financier accru, l'amélioration de la communication, la sensibilisation du public et la réduction de la demande. Ils ont également insisté sur la nécessité de renforcer la collaboration et la coopération entre les réseaux, et d'échanger les informations et les ressources. Il était enfin essentiel, à leurs yeux, que les pays fournissent un appui financier à leurs réseaux, de sorte à leur permettre de fonctionner de façon durable et que les réseaux accordent la priorité aux efforts de lutte contre la corruption.

Séance 3 : Examen des besoins en matière de coordination mondiale

Tous les réseaux existants et proposés ont été invités à examiner les besoins en matière de coordination mondiale entre les WEN, le rôle que les différentes organisations pourraient jouer à ce niveau et comment un système permettant d'améliorer la coordination entre les réseaux pourrait fonctionner au niveau mondial.

Les participants ont réaffirmé l'importance des WEN et se sont déclarés favorables à l'existence de ces réseaux. A leurs yeux, il n'était pas nécessaire de créer une structure ou un mécanisme comportant un centre ou un organe de communication formel pour assurer la coordination des réseaux. Ils ont privilégié la mise en place d'un « réseau de réseaux de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages » pour améliorer la communication entre les réseaux et établir des liens de coopération entre eux aux niveaux mondial, sous-régional et régional. Les WEN pourraient ainsi se réunir plus fréquemment, échanger les informations, partager leurs expériences et mieux communiquer, de sorte à favoriser une coopération plus étroite sur les questions concernant la lutte contre la fraude, en particulier entre les pays d'origine et de destination.

Les participants sont convenus que le « réseau de réseaux » envisagé devrait encourager l'utilisation des outils et services fournis par la communauté internationale, tels que les réseaux de communication sécurisés, ou les services et outils disponibles par l'intermédiaire de l'ICCWC.





Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC)

Les participants ont insisté sur le fait qu'il fallait clairement distinguer entre le partage de l'information entre les agents de lutte contre la fraude d'une part, et la nécessité de recourir à des réseaux de communication sécurisés pour échanger les données du renseignement, d'autre part. Ils ont également noté que les agents de lutte contre la fraude travaillaient de façon plus efficace lorsqu'ils avaient établi des relations professionnelles. Les participants ont encouragé l'ICCWC à organiser plus souvent des réunions mondiales et bilatérales à l'intention des WEN pour leur permettre de renforcer leurs relations et promouvoir une meilleure communication et coopération. On a également demandé au Consortium de faciliter la création du « réseau de réseaux de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages ».

Selon les conclusions des participants, le réseau de réseaux devrait viser à renforcer le rôle des WEN, favoriser une participation accrue des organisations de la société civile afin de faciliter la sensibilisation à l'ampleur du problème et organiser, avec ces dernières, des campagnes visant à réduire la demande.

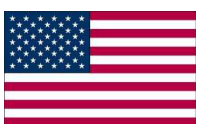
Résumé des débats et clôture de la réunion

Un résumé des débats a été présenté par Mme Judith Garber du Département d'Etat des Etats-Unis. La réunion a été clôturée par M. John E Scanlon, Secrétaire général de la CITES, au nom de l'ICCWC. A la fin de la réunion, le Secrétaire général de la CITES a remis le Certificat de louanges du Secrétaire général de la CITES aux représentants des réseaux ayant participé à l'opération COBRA du 6 janvier 2013 au 5 février 2013, en reconnaissance des efforts fournis par l'ensemble des autorités impliquées pour combattre le trafic illicite d'espèces sauvages.

Remerciements

L'ICCWC tient à remercier tous les représentants des réseaux et les participants à la première réunion mondiale des réseaux de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages pour leur participation active et leur contribution à la réunion, ainsi que pour leur appui sans faille à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts.

Il tient également à remercier le Département d'Etat des Etats-Unis pour sa généreuse contribution financière à l'appui de la réunion.





Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICWC)

ANNEX I : PARTICIPANTS LIST (English only / Únicamente en inglés / Seulement en anglais)

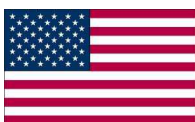
NETWORK REPRESENTATIVES	COUNTRY	REPRESENTATIVE
Association of Southeast Asian Nations WEN (ASEAN-WEN)	ASEAN-WEN PCU	Manop Laudprasert
	ASEAN-WEN PCU	Chrisgel Ryan Cruz
	Indonesia	Exploitasia Semiawan
	Indonesia	Ardo Risman
	Indonesia	Raffles Brotestes Panjaitan
	Philippines	Alton Durban
	Thailand	Klairoong Ponpoon
	Thailand	Wi Lai
	Thailand	Sawang Tippayanajul
	Viet Nam	Binh Bui My
Viet Nam	Thi Minh Thuong Nguyen	
Central Africa WEN/Central African Forests Commission (COMIFAC)		Chouaibou Nchoutpouen
Central America WEN/ROAVIS	Costa Rica	Sergio Valdelmar Fallas
	Honduras	Jose Julian Suazo Cervantes
	Nicaragua	Alvaro Andres Duarte
China National Inter-agencies CITES Enforcement Coordination Group (NICECG)	Nicaragua	Rene Salvador Castellon
	China	Wan Ziming
	China	Liuying Yang
	China	Meng Xianlin
European Commission Enforcement Working Group	China	Shi Ronghong
	France	Bruno Manin
	Germany	Franz Böhmer
	Ireland	Sanathan Guy
	Italy	Luisa Corbeta
	Portugal	João Loureiro
Horn of Africa WEN (HAWEN)	United Kingdom	Grant Miller
	United Kingdom	Alison Clarke
	Ethiopia	Fetene Hailu Buta
Latin American Environmental Prosecutor's Network/South America WEN		Moussa Rayale Hassan
	Uganda	Monica Mpairwe
	Brazil	Vania Maria Tuglio
	Brazil	Lidia Helena F. Costa Possos





Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC)

Lusaka Agreement Task Force (LATF)	Kenya	Bonaventure Ebayi
	Kenya	Theotimos Rwegasira
	Kenya	Edward Phiri
	Kenya	Elema Halake
	Zambia	Andrew Eldred
	Zambia	Marinah Sibbuku
North America Wildlife Enforcement Group (NAWEG)	Canada	Sheldon Jordan
	United States	Phil Alegranti
South Asia WEN (SA-WEN)	Bhutan	Dorji Sungay
	Nepal	Maheshwar Dhakal
	Nepal	Megh Bahadur Pandey
	Nepal	Ramesh Prasad Bhushal
	Nepal	Juddha Bahadur Gurung
	Nepal	Braj Kishor Yadav
	Nepal	Bishwa Nath Oli
	Nepal	Ek Narayan Aryal
Central Asia	Pakistan	Taj Muhammad
West Asia	Consultant (TRAFFIC)	Alexei Vaxman
	Consultant (JORDAN)	Mahdi Quatrameez
Oceania/Pacific	Kuwait	Leina Al Awadhi
	Australia	Pamela Radin
	New Zealand	Stuart Williamson
COUNTRIES (OBSERVERS)		REPRESENTATIVE
Belarus	Natalya Minchenko	
Cameroon	Francois Kpwang Abesolo	
	Patricio Moreno	
	Cristian Gutierrez Rousseau	
Chile	Oscar Rosas Bahamonde	
	Jose Joaquin Calvo Domingo	
Costa Rica	Randall Arauz	
	Cosma Wilungula Balongelwa	
Democratic Republic of Congo	Rony Malka	
	Sam Wasser	
Israel	Sekou Kanta	
Mali	Karla Acosta	
Mexico		



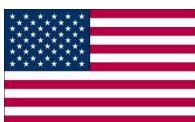


**Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages
(ICCWC)**

Nigeria	Mengi Josephine Taiwo
	Sule Ahmed Oyofe
	Mukulosu Blessing Ezeiff
	Gbenga Joshua Kolawole
South Africa	Wandile Mzazi
	Richman Gqirana
United Republic of Tanzania	Alexander Songorwa
	Ambassador Judith Garber, US Department of State
United States of America	Christine Dawson
	Daniel Gauth
	Jessica Graham
	Aysha Ghadiali
USAID/RDMA	Alfred Nakatsuma
	Danielle Tedesco
	Cynthia Gill
	Sara Carlson

INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

CITES Secretariat	John E. Scanlon
	Barend Janse van Rensburg
	Edward van Asch
	Lisa Farroway
INTERPOL	Luis-Roberto Proenca
	Bernd Rossbach
	Ioana Botezatu
	Ayako Tsuyada
WCO Regional Intelligence Liaison Office Asia/Pacific (RILO A/P)	Tiina Kitunen
	Bill Clark
	Sung-im Lee
United Nations University - Institute of Advanced Studies	Sejung Oh
	Joon Hyoung Bae
UN Development Programme (UNDP)	Lisa Lee
	Remi Chandran
UNEP/DELIC	Midori Paxton
	Nik Sekhran
	Carlos Martin-Novella





**Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages
(ICCWC)**

United Nations Office on Drugs and Crime	Jorge Rios
	Giovanni Broussard
	Daniel Whitehouse
World Bank	Marilyne Goncalves
World Customs Organization (WCO)	Allen Bruford
	Daniel Moell

NON GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS/OBSERVERS

China Wildlife Conservation Association	Feng Yin	
Conservation International	Li Zhang	
EIA	Julian Newman	
	Steven Galster	
	Brian V Gonsalvez	
	Erica Kuhle Wissolik	
Freeland Foundation	Bussara Tirakalyanapan	
	IFAW	Kelvin Alie
	International Ranger Federation	Sean Willmoore
IWMC World Conservation Trust	Yvan Lafleur	
LAGA	Ofir Drori	
National Geographic Society	Bryan Christy	
Prince of Wales International Sustainability Unit	Claudia McMurray	
Southern New Hampshire University	Dr Katharine York	
	Steven Broad	
	James Compton	
	M.K.S. Pasha	
TRAFFIC	Dr Shekhar Kumar Niraj	
	Adrian Reuter	
	Scott Robertson	
Wildlife Conservation Society	Elisabeth Bennet	
	Nav Dayanand	
WWF	Wendy Elliot	
	Masood Arshad	
	Carlos Drews	

